

**Union européenne - Migrations -  
Elections européennes - Entretien  
de Mme Nathalie Loiseau, ministre  
chargée des affaires européennes,  
avec le quotidien "Le Monde"**  
(Paris, 20 août 2018)

**Q** - L'Europe était au coeur du projet d'Emmanuel Macron en 2017. Un an après, son bilan est maigre...

**R** - Il y a un an, il y avait un statu quo fataliste en Europe. La France avait quasiment disparu des radars. Aujourd'hui, c'est sur nos propositions que les Européens débattent. Nous avons fait bouger les lignes : l'Europe de la défense n'a pas existé pendant soixante ans, elle est mise en oeuvre depuis six mois. On a longtemps dit que le projet européen consistait à niveler la protection sociale vers le bas. Or, nous avons obtenu une réforme du régime des travailleurs détachés. L'Europe devient aussi le fer de lance de la régulation numérique mondiale. Et on s'est mis d'accord sur des crédits destinés à booster l'innovation. Beaucoup de choses avancent ! Ce qu'on peut déplorer, c'est le peu d'intérêt qu'y portent parfois les médias qui ne voient Bruxelles qu'au travers des conseils et des crises.

**Q** - Reste que des propositions phares d'Emmanuel Macron, comme un ministre de la zone euro ou des listes transnationales, ont dû être abandonnées...

**R** - En juin, l'Allemagne, longtemps réticente, s'est ralliée à l'idée d'un budget de la zone euro. Celui-ci permettra de soutenir l'investissement et servira d'outil de stabilisation en cas de crise. C'est un pas en avant auquel beaucoup de sceptiques ne croyaient pas. L'institution d'un ministre de la zone euro, ce sera dans un deuxième temps. Tout cela est progressif : l'objectif, c'est 2024. Quant aux listes transnationales, elles se sont heurtées à l'hostilité des partis traditionnels du Parlement européen, notamment à droite. Un raidissement politique ! Des mouvements en perte de vitesse ont préféré le -conservatisme et le statu quo. L'idée reste sur la table pour 2024. Angela Merkel a entre-temps indiqué qu'elle y était favorable.

**Q** - En matière d'immigration, l'Europe donne l'impression d'agir dans la précipitation...

**R** - En juin, les pays se sont mis d'accord pour renforcer les effectifs de la police européenne aux frontières : ils doivent passer de 1.500 à 10.000 hommes dès 2020. Nous travaillerons également sur des centres d'accueil en Europe avec un soutien renforcé dans les pays de première entrée. Les solutions coopératives progressent. En revanche, quand un pays fait cavalier seul et décide de ne pas accueillir un bateau avec des migrants à son bord alors qu'ils disposent des ports sûrs les plus proches des côtes libyennes, il fait blocage. Même si des solutions sont trouvées à chaque fois ! Il y a aujourd'hui deux tendances politiques en Europe : les progressistes qui sont pour des solutions coopératives et les nationalistes qui sont dans le

repli sur soi.

Q - M. Macron n'a pas souhaité non plus accueillir l'"Aquarius"...

R - La France prend toute sa part : nous accueillerons 60 réfugiés secourus par l'Aquarius. Mais nous appelons au respect du droit international : le sauvetage en mer ne peut pas être régi par la loi de la jungle.

Q - Ce thème risque-t-il de -parasiter le scrutin de 2019 ?

R - Il y a un défi migratoire incontestable. Il y a aussi une réponse européenne : en 2018, le nombre d'arrivées a baissé de 80% par rapport à 2017. Nous devons faire plus pour contrôler les flux migratoires et lutter contre les passeurs. C'est un sujet de long terme, sur lequel les solutions ne peuvent être qu'européennes et coopératives. Mais évidemment, vous avez des leaders nationalistes populistes qui crient au loup. Ils disent que le problème est insurmontable car ils progressent sur la peur et le rejet de l'autre !

Q - La promesse de M. Macron était de freiner les populismes en Europe. Mais ces derniers ont le vent en poupe...

R - Tout dépend où. L'Espagne est passée à travers la crise et c'est le pays qui accueille le plus grand nombre de migrants. Ce pays a aujourd'hui un gouvernement résolument pro-européen, progressiste et humaniste. C'est la même chose au Portugal, et il y a des gouvernements progressistes et engagés pour l'Europe dans beaucoup de pays de l'Union. Ne nous laissons pas impressionner par ceux qui crient le plus fort. Nous avons tous les moyens pour les combattre. Nous avons un bilan, des projets, des solutions. Eux n'ont que des slogans.

Q - Ne craignez-vous pas qu'Angela Merkel, affaiblie politiquement, ne devienne "Mme Non" en bloquant toute réforme de l'Europe ?

R - Aujourd'hui, les idées viennent souvent de Paris mais en général avec un soutien de Berlin. Au sommet franco-allemand de juin, nous nous sommes mis d'accord sur la réforme de la zone euro, mais également sur le fait que nous allions proposer la même démarche pour harmoniser l'impôt sur les sociétés. L'Allemagne soutient notre projet de taxation des grands acteurs du numérique. C'est avec elle que nous mettons en place des projets en matière de défense. Même si la situation politique en Allemagne est un peu plus compliquée qu'elle ne l'était, ce pays est toujours moteur, résolument européen, très engagé.

Q - LRM souhaite poursuivre en Europe la recomposition politique initiée en 2017. Avec quels groupes -comptez-vous travailler au sein du Parlement européen ?

R - Il existe de fortes divergences au sein des groupes traditionnels qui composent le Parlement européen. À droite, je ne suis pas sûr qu'il y ait grand-chose de commun entre un

certain nombre de députés européens de centre droit et Viktor Orban - le Premier ministre hongrois - . Beaucoup de choses vont certainement bouger. Les clivages que l'on a connus au Parlement européen ont vécu. Nous porterons nos idées et nous nous allierons avec ceux qui considéreront que ces idées leur correspondent.

Q - L'affaire Benalla, qui a réveillé l'opposition, peut-elle peser sur un scrutin de mi-mandat, traditionnellement à haut risque pour le pouvoir en place ?

R - L'affaire Benalla, ce qu'elle a révélé, c'est que l'opposition ne se sent à l'aise que sur des sujets mineurs. Elle n'a rien d'autre à dire. Qu'il y ait une motion de censure sur le comportement individuel de quelqu'un qui a été sanctionné, alors même que depuis un an nous passons des réformes de fond, cela dit tout du niveau d'ambition de l'opposition. Par ailleurs, quelle est la ligne du parti Les Républicains sur les européennes ? Je ne sais même pas définir celle de Laurent Wauquiez, laquelle varie au fil des années, des mois et même des semaines. À gauche, j'attends aussi de savoir, de l'euroscepticisme à l'envie de plus d'Europe, quel sera le projet. Il est temps de se demander véritablement de quelle Europe on a envie !./.